

SECRETARIAT

**AS/Jur (2016) CB 02** 9 mars 2016

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

## Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 7 mars 2016

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 7 mars 2016, sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE), en ce qui concerne :

- Transparence et ouverture des institutions européennes (Rapporteure : Mme Nataša Vučković, Serbie, SOC) : a examiné un projet de rapport, un projet de résolution et un projet de recommandation et a décidé de reporter l'adoption jusqu'à la réunion de la commission en mai 2016 ;
- Empêcher de toute urgence les violations des droits de l'homme lors des manifestations pacifiques (Rapporteure : Mme Ermira Mehmeti Devaja, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", SOC) : en l'absence de la rapporteure, a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution ;
- La compatibilité avec les droits de l'homme de l'arbitrage investisseur–Etat dans les accords internationaux de protection des investissements (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a examiné une note introductive et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information à Bruxelles et à tenir une audition avec trois experts lors d'une prochaine réunion, sous réserve de la disponibilité des fonds;
- Nomination de rapporteurs :
  - Immunité de juridiction des organisations internationales et droits des personnels : a nommé M. Volker Ullrich (Allemagne, PPE/DC) ;
  - Présidence azerbaïdjanaise du Conseil de l'Europe: quelles sont les suites à donner en matière de respect des droits de l'homme? : a nommé M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE), qui a déclaré l'absence de conflit d'intérêts (re-nomination d'un rapporteur suite à l'élection de M. Pedro Agramunt (Espagne, PPE/DC) comme Président de l'Assemblée) ;
- Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission : a pris note des réponses du Comité des Ministres à la Recommandation 2073 (2015) de l'Assemblée « Améliorer la protection des donneurs d'alerte » ;
- Questions diverses :
  - Recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes (Rapporteure : Mme Marieluise Beck, Allemagne, ADLE) : a accepté de tenir une audition avec des représentants d'organisations internationales lors d'une prochaine réunion ;
  - Programme de travail : a pris note du programme de travail ;

- Article 52 CEDH: a pris note de la décision du Secrétaire Général de clore l'enquête en vertu de l'article 52 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme: détentions et transport illégaux par la CIA de détenus soupçonnés d'actes terroristes, ainsi que les informations soumises par les Etats Parties à la demande formulée en 2015. A invité le Président à écrire une lettre au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe exprimant la préoccupation de la commission au sujet de la clôture de l'enquête;
- Suivi de la Résolution 2096 (2016) de l'Assemblée sur "Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe?": a décidé de demander au Bureau d'être saisie pour un autre rapport sur la question (article 25.2 du Règlement de l'Assemblée);
- Sous-commissions: a pris note des changements suivants:

Délégation belge : à la Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme - Mme Sabien Lahaye-Battheu (ADLE) comme membre titulaire et M. Philippe Mahoux (SOC) son suppléant ;

Délégation turque : à la Sous-commission sur les problèmes criminels et la lutte contre le terrorisme, M. Haluk Koç (SOC) pour être membre titulaire et M. İbrahim Mustafa Turhan (CE) pour être le suppléant (remplaçant Mme Leyla Şahin Usta (CE) et M. Şaban Dişli (PPE/DC));

Délégation portugaise : à la Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, M. Alberto Martins (SOC) pour être membre titulaire et M. Sérgio Azevedo (PPE/DC) son suppléant ;

- Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) : a tenu une audition avec la participation de M. Timothy Brymer, avocat, spécialiste sur la loi sur l'aviation et l'aérospatiale, Murray, Morin & Herman, P.A, Londres, Royaume-Uni, et M. Pablo Mendes de Leon, Chef de service, Président exécutif du service de droit aérien et spatial, Université de Leiden, Pays-Bas ;
- Prochaines réunions : a pris note des prochaines réunions :
  - **Ticket annuel**: a accepté avec gratitude l'invitation officielle reçue du chef de la délégation italienne pour tenir une réunion de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et un séminaire conjoint avec la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles à Rome les 17-18 mai 2016, sous réserve de l'autorisation du Bureau;
  - Réunion en septembre : a pris note du changement de date pour la réunion de septembre qui aura lieu désormais le 6 septembre 2016 :

## Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 2<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (18-22 avril 2016)
- Rome, 17-18 mai 2016 (réunion plénière et séminaire conjoint avec la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles, sous réserve de l'autorisation du Bureau)
- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (20-24 juin 2016)
- Paris, 6 septembre 2016 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (10-14 octobre 2016)
- Paris, 8 novembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Paris, 13 décembre 2016, (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Détention administrative (Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE) : a tenu une audition avec la participation de M. Michael Fordham QC, avocat, Blackstone Chambers, Londres, Royaume-Uni, M. Stefan Trechsel, ancien Président de la Commission européenne des droits de l'homme et Professeur de droit pénal et procédure pénale, Faculté de Droit, Université de Zurich, Suisse, et M. Jon Petter Rui, Professeur de droit pénal et procédure pénale, Faculté de Droit, Université de Bergen, Norvège.

## cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie Secrétaire Général du Congrès

Secrétaire du Comité des Ministres

Directeurs Généraux

Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Directeur de la Communication

Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe